



PROGRAMME
AFRIQUE/S

ÉLECTIONS NATIONALES CAMEROUNAISES : UN ENJEU DE CRÉDIBILITÉ POLITIQUE

Entretien réalisé par Caroline Roussy, directrice de recherche à l'IRIS avec

Dr. Christian Pout / Président du think tank CEIDES

Septembre 2025



PRÉSENTATION DE L'INTERVIEWÉ



Dr Christian Pout / Président du think tank CEIDES

Christian Edmond POUT, PhD, est diplomate de formation et de carrière.

Il a notamment été le rapporteur général, entre 2009 et 2013, du cycle de Conférences régionales sur la justice transitionnelle en Afrique conjointement organisées par la France, le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU et la Suisse, avec la participation de nombreux pays africains.

Il est le Président du Centre africain d'Études internationales, diplomatiques, économiques et stratégiques (CEIDES), think tank basé au Cameroun.



PROGRAMME
AFRIQUE/S

Le programme Afrique/s de l'IRIS s'inscrit à la jonction de la diversité et de la singularité du continent.

Il a pour ambition d'analyser les dynamiques endogènes qui impactent le continent, sans obérer les recompositions géostratégiques des puissances étrangères, en travaillant avec des chercheurs, des think tanks, des artistes et des intellectuels africains. À différents niveaux d'échelle, il s'agit de montrer la complexité des rapports de force qui se structurent.

Il est dirigé par Caroline Roussy, directrice de recherche à l'IRIS.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

CAROLINE ROUSSY : Comment analysez-vous la présidentielle à venir : répond-elle aux attentes de crédibilité et de transparence, aussi bien à l'intérieur qu'à l'international ?

CHRISTIAN POUT : Le Cameroun est engagé dans un processus dynamique de consolidation de sa démocratie. Celle-ci se veut apaisée, d'une part par la quête de l'ordre, ensuite par la permanence de la justice au service des intérêts de la communauté nationale, et enfin par la recherche d'un équilibre harmonieux entre les particularismes communautaires. Dans ce sens, plusieurs étapes ont jalonné le processus historique de gestion des élections : du parti unique aux élections pluralistes à partir de 1992, après l'adoption des lois sur les libertés en 1990, et le multipartisme, le Cameroun a poursuivi une trajectoire de renforcement de ses institutions.

De l'Observatoire national des élections (ONEL), l'évolution du code électoral, et finalement l'émergence d'*Élections Cameroun* (ELECAM), dont la mise en place a bénéficié d'un accompagnement de certains partenaires internationaux (le *Commonwealth* en particulier), une édification permanente et améliorative de l'architecture électorale, par le dialogue et la consultation, est visible. Depuis 2011, l'implication croissante de la diaspora illustre l'élargissement de la participation citoyenne dans une logique inclusive ainsi qu'un jalon décisif du processus d'amélioration de la construction démocratique. Dans ce même registre, on peut inclure l'accentuation de la décentralisation avec l'émergence des régions et le statut spécial des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest dont les spécificités ont été affirmées et reconnues.

À titre de témoignage, je me dois de souligner que, notre laboratoire d'idées, le CEIDES, a contribué, en septembre 2025, à la réflexion sur le renforcement du processus démocratique, lors des huitièmes consultations nationales des acteurs du processus électoral, et a eu le privilège de diriger les travaux du sous-comité en charge des acteurs de la société civile, des leaders religieux et des partenaires internationaux. Notre mandat était de faciliter une réflexion sur la question de l'observation électorale. Cette grande consultation a débouché sur l'adoption consensuelle d'un code de bonne conduite pour la présidentielle à venir. Il faut reconnaître que c'est un progrès significatif, qui conforte des mécanismes de dialogue qui existaient déjà lors des précédents scrutins. Des innovations technologiques méritent également d'être relevées ; l'introduction de kits biométriques, la modernisation de l'état civil, le partenariat avec les Nations Unies et le nouveau système de cartes nationales d'identité, l'attention portée aux électeurs et potentiels électeurs en situation de handicap témoignent d'une volonté de modernisation et de sécurisation du processus électoral.

Même si des défis structurels subsistent et que certaines attentes en matière de transparence ne sont pas encore pleinement satisfaites, le Cameroun maintient un dialogue constructif, renouvelé et franc avec ses partenaires, marqué par une volonté d'ouverture.

Je pense qu'il est essentiel d'intégrer que la démocratie ne se définit pas exclusivement par des normes figées, mais par un ensemble de règles évolutives qui s'adaptent, selon le contexte, aux réalités sociales et politiques. Elle reflète un équilibre vivant entre ordre, participation citoyenne et pluralisme, garantissant la légitimité des institutions. Elle s'adapte à chaque société, étant entendu qu'il appartient à chacune d'elles de trouver son facteur d'équilibre pour que la cohésion nationale, la stabilité et la paix (qui est le véritable socle du développement), puissent être préservées. Le Cameroun est engagé dans cette lancée et tout porte à croire que l'élection de 2025 constitue une étape importante de ce processus, entre légitimité interne et reconnaissance internationale. Cette épreuve démocratique est une étape déterminante pour le renforcement de la confiance dans le processus, la promotion de la citoyenneté active et la préservation de l'intégrité nationale.

Nous pensons que la première vocation de l'élection présidentielle, c'est de permettre aux Camerounais de faire le choix de leur président de la République, mais aussi de contribuer à préserver et à maintenir la paix dans le pays. De ce point de vue, il y a eu certes des désaccords entre certaines des parties prenantes au processus électoral et certaines institutions nationales, mais tout porte à croire qu'ils ont été contenus et que nous nous acheminons vers un scrutin qui peut se dérouler dans la paix et permettre aux Camerounais de se déterminer sereinement quant à celui ou celle qui présidera aux destinées de la Nation pour les prochaines années.

CAROLINE ROUSSY : En quoi le déroulement et les résultats de cette élection peuvent-ils renforcer ou fragiliser l'image du Cameroun sur la scène internationale ?

CHRISTIAN POUT : Évidemment que cette élection, comme tous les autres scrutins dans le monde, est un test pour l'image du Cameroun. Si elle se déroule dans un climat apaisé et crédible, cela aura un effet positif sur le pays et partant sur ses relations diplomatiques. À l'inverse, toute controverse ou contestation (prolongée) pourrait affaiblir son capital image, nourrissant un narratif négatif exploité par des acteurs (aussi bien internes qu'externes), ce qui pourrait entraver, dans une certaine mesure, le déploiement international du pays. Dans un contexte sous-régional fragile, où les enjeux sécuritaires et socio-économiques sont importants, la perception d'un processus électoral crédible est un facteur clé de stabilité et de confiance dans les institutions.

Mais il est important de relever que l'élection est à considérer au prisme de la spécificité de notre pays, où le choix du président de la République appartient aux Camerounais, dont plus de 8 millions sont inscrits sur les listes électorales. C'est à eux et à personne d'autre que ce choix incombe et il n'y a aucune restriction à ce qu'ils l'expriment. Il s'agit d'un scrutin assez inclusif, marqué par une diversité des candidats. Douze profils variés ont émergé d'un processus de sélection et de validation rigoureux. Parmi les personnalités en lice figurent le président sortant, plusieurs anciens ministres, ainsi que des hommes politiques connus, issus de partis politiques de renom. L'on note également la présence de nouveaux venus, pour lesquels il s'agit d'une première expérience électorale.

Sur le plan générationnel, la participation est très large, allant d'un candidat âgé de 92 ans à ceux de moins de 40 ans. Pratiquement toutes les générations sont représentées. En termes de diversité de genre, une femme est en lice. Quant à la répartition géographique, les candidats proviennent de presque toutes les régions du pays, couvrant ainsi les grandes aires culturelles connues.

Cette pluralité des acteurs est un indicateur significatif de la vitalité et de la respiration démocratique du pays, même si l'on reste en tension entre les partisans de la continuité et les défenseurs de la rupture. Il appartient aux électeurs de se déterminer, pour le maintien ou le changement.

Actuellement, l'actualité politique est marquée par les préparatifs d'une campagne électorale, avec des dynamiques multiples. En particulier, l'ambition de la formation d'une coalition de l'opposition autour d'une candidature consensuelle est à noter. Certaines personnalités semblent bénéficier d'un soutien plus large que d'autres ; étant donné que le jeu et les calculs politiques sont en cours, seule l'issue finale permettra de tirer des conclusions définitives.

En ce qui concerne l'image internationale du Cameroun, nous pensons que le choix qui est offert au peuple, nonobstant certaines situations ou réalités qui ont empêché que certains candidats n'émergent pas du processus de sélection, revêt des possibilités d'alternance ; et il revient aux Camerounais de se déterminer, comme d'autres pays dans des contextes similaires.

À ce titre, effectivement, il y'a plusieurs manières d'apprécier l'image du Cameroun. Les partenaires bilatéraux et multilatéraux présents sur le territoire national observent attentivement cette élection. Très peu d'ambassades, de chancelleries ou de représentations des organisations internationales ont indiqué que le processus rencontre des écarts par rapport aux pratiques internationales. Nous pensons donc qu'en termes d'image, le Cameroun sortira probablement grandi de ce processus.

Les élections constituent certes un instrument pertinent pour analyser la démocratie, mais elles ne sauraient être, à elles seules, un critère suffisant pour mesurer la vitalité démocratique d'un pays. L'information des citoyens, l'existence de canaux d'informations libres et pluriels, le renforcement des capacités des citoyens par une éducation solide, la responsabilité de l'État et même le respect des droits humains, sont des moyens essentiels de garantie de la démocratie, qui transcendent les processus électoraux.

CAROLINE ROUSSY : À quels changements ou continuités peut-on s'attendre sur le plan de la politique étrangère du Cameroun, dans la sous-région comme à l'international ?

CHRISTIAN POUT : Les dynamiques relevées plus haut déterminent les perspectives de continuité ou de changement dans la politique étrangère du pays, impactant la manière dont le Cameroun interagit dans la sous-région et au-delà, reliant ainsi le processus électoral aux enjeux diplomatiques et stratégiques futurs.

En parcourant les manifestes de campagne et documents de politique émis par les candidats, il apparaît clairement que la priorité accordée aux enjeux nationaux est prépondérante. La plupart d'entre eux conviennent que le Cameroun devrait repenser et agir sur de nombreux aspects économiques, politiques, sociaux et culturels, ce qui inclut une priorité sur les chantiers internes. À côté de cela, il y a des candidats qui s'expriment sur l'inscription du Cameroun dans les relations internationales : des questions consulaires à celles relatives au franc CFA, en passant par les relations Nord-Sud et celles avec le Sud global.

Nombre d'entre eux limitent leur approche des relations internationales à des mesures ponctuelles, sans vision d'ensemble. Pourtant, la politique étrangère n'est pas une addition de mesures ; c'est un cadre stratégique fondé sur des principes, une vision et une ambition pour la défense des intérêts d'un pays. Elle exige une cohérence d'ensemble et des lignes directrices qui transcendent les oscillations conjoncturelles dans un ordre international en pleine évolution. Nous pensons donc sur cette base qu'il y aura, au cas où l'actuel leadership est maintenu, une continuité faite aussi de transformations par rapport aux grands enjeux globaux.

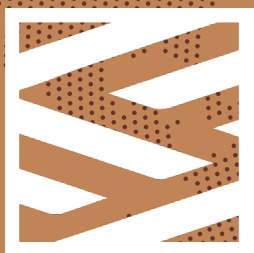
Vous le savez, le Cameroun a consolidé sa visibilité internationale en présidant la 79^e Assemblée générale des Nations Unies, en accueillant récemment des conférences ministérielles importantes (Francophonie en 2023, Organisation de la coopération islamique en 2024) et en se préparant à accueillir en mars prochain, la 14^e conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du Commerce. Ces grands rendez-vous passés et à venir participent

à l'affirmation d'une diplomatie active d'un acteur de premier plan dans les cercles de solidarité et de coopération internationale. Même si l'approche camerounaise est empreinte de prudence, compte tenu des complexités de la situation intérieure et des attentes internationales, la présence dans ces fora renforce une diplomatie offensive. Cette tendance, si jamais il y a une continuité à la tête de l'État, va certainement s'affirmer et se renforcer davantage.

Que ce soit le corps diplomatique ou les partenaires internationaux du Cameroun, tous reconnaissent son rôle prépondérant au plan sous régional, dans la lutte contre le terrorisme, en particulier dans la zone du bassin du lac Tchad. Le Cameroun est reconnu comme un pays qui agit de manière pondérée et responsable dans les relations internationales, contribuant à façonner les consensus africains face aux grands enjeux mondiaux. Cette continuité ne doit pas occulter les perspectives d'évolutions dans les systèmes décisionnels diplomatiques, l'autonomie, la cohérence et la cohésion entre les ambassades et l'administration centrale, ainsi qu'un rôle plus actif dans la diplomatie sous régionale à travers la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Enfin, pour ce qui est des ruptures envisagées, peut-être que ce style empreint de prudence et cette approche parfois qualifiée de timorée pourraient évoluer. Quoi qu'il en soit, le président de la République, à la tête d'un État qui est leader sur le plan sous-régional, incarne l'interaction entre le national et le global ; sa politique intérieure dépend (d'une manière ou d'une autre) de sa politique étrangère, et inversement. Aucun candidat ne peut se dérober à cette logique de l'interdépendance, dans un monde où la paix n'a jamais été aussi menacée, où la dérive vers le désordre peut être constatée à certains égards et où les remises en cause du droit international sont de plus en plus répétées.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
AFRIQUE/S



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.